



« La pensée stratégique russe - Guerre tiède sur l'échiquier eurasiatique »

Entretien avec Jean Géronimo

Par [Jean Géronimo](#)

Mondialisation.ca, 30 avril 2012

[Theatrum Belli](#) 30 avril 2012

Région : [Russie et CEI](#)

Interview, réalisée le 23 février 2012

(avant l'élection de V. Poutine à la présidence de la Fédération de Russie)

- THEATRUM BELLI : Pourquoi ce post-scriptum, « Les Révolutions arabes, et après ? »

- JEAN GERONIMO : J'ai voulu, tout simplement, intégrer les nouveaux paramètres géostratégiques liés à la récente évolution de la conjoncture mondiale. Par nature, cette dernière modifie la perception russe de son environnement proche (régional : l'espace post-soviétique) et éloigné (international : l'espace eurasiatique). Dans ce cadre, il convient de rappeler que la Russie considère la Communauté des Etats Indépendants (CEI) comme « son » espace historique, placé sous sa seule tutelle politique. Pour rappel, la CEI couvre près de 99% du territoire de l'ex-URSS et représente, depuis le honteux « coup d'Etat » de Boris Eltsine contre Mikhaïl Gorbatchev, le dernier symbole politique de l'ancien Empire communiste. En conséquence, dans la continuité du soviétisme et, en tant que puissance dominante dotée d'une certaine responsabilité, Moscou y exerce une *veille sécuritaire* permanente - associée, dans le même temps, à une forme de *paternalisme* protecteur à l'égard de ses anciennes républiques. Mais, depuis peu, sous la pression du « réveil arabe » et de ses implications *périphériques*, qui alimentent les revendications démocratiques et religieuses les plus extrêmes contre le « système Poutine », certaines prérogatives de Moscou tendent à être remises en cause, tant sur le plan régional qu'international. Cette nouvelle configuration a justifié ce post-scriptum de 50 pages : « *Les Révolutions arabes, et après ?* ».

A cela, s'ajoutent trois autres raisons. D'abord, il s'agit d'une *actualisation* de la première version du livre, étant donné l'évolution rapide du contexte international issu des « révolutions » arabes et celle, concomitante, de la politique russe définie par sa pensée stratégique et contrainte de s'adapter. Ensuite, il s'agit de faire *prendre conscience* au lecteur des enjeux sous-jacents aux « instabilités » arabes, enjeux qui dépassent le cadre d'une simple crise régionale. Enfin, il s'agit d'intégrer la *nouvelle menace* issue d'un douteux Printemps russe encouragé, d'une part, par la contestation des processus électoraux russes et, d'autre part, par l'ingérence politique insidieuse de l'administration américaine, via de troublantes ONG. En ce sens, ces instabilités politiques et stratégiques auront un impact *systémique*, après le retour probable de V. Poutine au pouvoir - qui semble déranger certains groupes d'intérêt(1).

A terme, ces instabilités auront un impact certain et probablement, décisif, sur la *hiérarchie* des rapports de force internationaux. Elles ne sont, en effet, pas neutres dans leurs implications sur la *partie stratégique* menée entre puissances majeures et concurrentes (Etats-Unis, Europe, Chine, Russie) sur le Grand échiquier, depuis la fin de la Guerre froide. Et surtout, elles ne sont pas *politiquement* neutres pour l'avenir international de la Russie.

- TB : Mais l'avenir de la Russie est-il réellement menacé par les velléités américaines, conformément à vos hypothèses ?

- JG : A ce jour, les principales hypothèses de mon livre (première version) ont été parfaitement validées, notamment celle relative à l'idée que, sur longue période, les Etats-Unis poursuivent une stratégie de *reflux* de la puissance russe. Sur courte période, seul le degré de « pression » exercé par la puissance américaine à l'encontre de sa concurrente russe (voire chinoise) peut varier. Par exemple, comme l'illustre la politique actuelle de l'administration Obama, la nécessité d'un compromis américano-russe sur une question précise (bouclier ABM (2) ou Afghanistan) peut justifier, sur une brève période, une baisse *stratégique* de cette pression. Dans ce cas, on peut parler d'une forme de *pacte tacite* entre les deux ennemis historiques de la Guerre froide - qui explique, aujourd'hui, cette « paix des braves ».

Pour Washington, l'affaiblissement temporaire de la Russie post-soviétique dans sa transition vers le marché a été une « bonne chose », dans la mesure où elle a été la condition permissive de son *intrusion* dans son Etranger proche, en particulier dans ses périphéries européenne et centre-asiatique. Dans l'optique de poursuivre ce reflux, Washington n'hésite pas à surfer sur les récentes vagues « révolutionnaires » balayant l'Echiquier arabe et à instrumentaliser le levier nucléaire - via son bouclier ABM -, contre les intérêts russes. Conformément au schéma prédéfini par Zbigniew Brzezinski, cette stratégie « anti-russe » serait maintenue, indépendamment de la conjoncture internationale et de l'orientation politique de l'administration américaine. En conséquence, il s'agit d'un facteur *inertiel* de la Guerre froide, certes atténué sous l'administration Obama - rapprochement américano-russe oblige. En définitive, c'est donc dans son évolution de long terme, c'est-à-dire, dans sa configuration *structurelle*, que la stratégie américaine prend véritablement son *sens*.

Le diplomate et intellectuel français, Bertrand Fessard de Foucault - qui, au passage, m'a assuré un excellent « avant-propos » pour mon livre -, développe une analyse intéressante et originale sur la position russe face aux évolutions arabes. Il y voit, en effet, une sorte d'opportunité politique pour la Russie de s'affirmer davantage sur la scène internationale et d'y défendre sa *vision* du monde. Ainsi, selon lui, les « révolutions arabes » seraient un prétexte pour la Russie de se *venger* de ses humiliations post-soviétiques et de légitimer son statut de grande puissance réémergente, en s'opposant à « l'occidentalisation du monde » - et, par ce biais, au modèle américain. Dans cette hypothèse, la Russie post-communiste se transformerait en puissant levier de préservation du *statu-quo* international. Cette vision me semble d'autant plus crédible, donc scientifiquement pertinente, que Fessard de Foucault a une parfaite compréhension de la psychologie des dirigeants post-soviétiques - sans doute, son expérience comme premier ambassadeur de France au Kazakhstan, de 1992 à 1995, et son intimité avec le président Nazarbaïev et d'autres responsables de l'ex-URSS - ses contacts avec Andreï Gratchev et Mikhaïl Gorbatchev -, ont favorisé cette *remarquable* connaissance du « monde russe ». Pour affirmer son identité internationale, la Russie aurait donc « besoin » de s'opposer, en priorité, à son ennemi *systémique* et, en définitive, d'évaluer sa puissance par rapport à ce dernier. En cela, son

opposition à l'Amérique est *régulatrice*.

De manière générale, l'exacerbation des crises arabes et la mise en œuvre du bouclier anti-missiles américain traduisent, de facto, un *recul* prononcé de la puissance russe. Pour rappel, l'ABM américain (global) a une visée mondiale et il s'appuie sur sa composante européenne (régionale), dans le cadre de l'OTAN. La proximité de ce bouclier, par rapport à l'espace post-soviétique, heurte la sensibilité des dirigeants russes et renforce leur sentiment d'être – à l'instar des anciens dirigeants communistes – une cible potentielle. En ce sens, il s'agit, aussi, d'une guerre *psychologique*.

- TB : C'est-à-dire ? En quoi le bouclier ABM s'oppose-t-il aux intérêts russes ? En quoi représente-il une menace ?

- JG : La gestion de la composante européenne (otanienne) du projet ABM, sous l'impulsion de Washington, est perçue par Moscou comme une stratégie *manipulatoire*, visant à endormir sa vigilance et, au final, ne tenant pas réellement compte de ses objections. En conséquence, la Russie a le sentiment d'être « menée en bateau » depuis le début des négociations entamées lors du sommet OTAN-Russie de Lisbonne, en novembre 2010. Quelque peu dépitée, Moscou vient de reconnaître que ces négociations n'avaient servi à rien. Un véritable dialogue de sourds – et même, plus probablement, un « jeu de dupes » dont la seule victime serait, en définitive, la Russie. Une fois de plus.

Officiellement, l'administration américaine a d'ailleurs affiché sa détermination à exécuter son projet anti-missiles, *en dépit* des protestations russes et quel que soit son impact sur les grands équilibres géostratégiques. C'est ce que V. Poutine, depuis son discours de Munich de 2007, a qualifié de réflexe de Guerre froide au service de « l'unilatéralisme » de la puissance américaine et de ses aspirations hégémones. Cinq ans plus tard, en 2012, le président Medvedev a dénoncé la capacité du bouclier anti-missiles à briser les équilibres stratégiques dans le monde et en ce sens, à devenir un facteur *d'instabilité globale*. Il est principalement reproché à l'axe OTAN-USA de refuser d'intégrer la Russie au projet ABM dans l'optique d'un bouclier commun, comme si celle-ci restait « l'ennemi » latent de la Guerre froide. Et comme si, finalement, après l'inquiétante et illégitime extension de l'OTAN aux portes de la Russie – absorbant, de manière provocante, ses ex-alliés de l'ère communiste –, la stratégie anti-missiles de Washington poursuivait, de manière inéluctable, la *marginalisation* de l'ancienne superpuissance.

L'ABM touche un point sensible de la vision stratégique russe. Il heurte les représentations politico-psychologiques des dirigeants du Kremlin dans leur approche de la *fonction politique* de l'arme nucléaire, *structurante* de leur identité internationale. C'est grâce à l'atome, un temps « rouge » – par référence à la période communiste –, que la Russie soviétique et post-soviétique a pu préserver une certaine « présence » sur la scène mondiale, en dépit des tentatives américaines de *compression* de la puissance russe. Dans le cas où les autres solutions ont été « épuisées », la Russie n'hésitera pas à se défendre au moyen de l'atome face à toute agression extérieure – même non nucléaire –, si son intégrité territoriale et, plus globalement, ses intérêts nationaux, sont menacés. Cela est souligné par sa doctrine militaire, comme l'a rappelé, Nikolaï Makarov, chef d'Etat-major général des forces armées russes, le 15 février 2012 à la radio Echo de Moscou : « *notre doctrine militaire indique clairement les conditions selon lesquelles nous avons le droit d'utiliser les armes nucléaires. Si l'intégrité de la Russie s'avère menacée, nous pouvons avoir recours aux armes nucléaires et nous le ferons* » (3). Cette configuration explique la réaction russe, de nature *défensive*, face au projet américain d'extension de son système ABM en Europe –

contrairement aux perceptions occidentales d'une attitude désespérément hostile (donc offensive) de la Russie. Les vieux réflexes sont toujours là...

Depuis l'intervention « musclée » du président Medvedev du 23 novembre 2011, menaçant les Etats-Unis de mesures de rétorsion face au maintien d'une telle stratégie, le bouclier est officiellement considéré comme une *menace majeure* pour la sécurité nationale de la Fédération de Russie. En effet, en termes stratégiques, il aurait pour principale conséquence d'annihiler la logique de *dissuasion nucléaire* russe, structurée sous le soviétisme et, en cela, de porter atteinte à son statut historique de grande puissance – donc, de déstabiliser ses repères identitaires. Le 3 février 2012, V. Poutine a d'ailleurs reconnu le caractère structurellement « anti-russe » du bouclier américain : « *Actuellement, la défense anti-missiles (américaine en Europe) vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe* » (4). Terribles angoisses russes.

En théorie, selon la version officielle, l'ABM vise à protéger l'Europe des missiles tirés par les « Etats voyous » (rogue states) de l'axe du mal, principalement la Corée du Nord et l'Iran. *En pratique*, la simple lecture d'une carte montre, sans aucune ambiguïté, que la Russie est « encerclée » sur ses frontières occidentales – donc implicitement *visée* – par la ceinture anti-missiles de l'ABM otanien. Cette ceinture défensive devrait être d'ailleurs prolongée en méditerranée, par l'intermédiaire de systèmes *Aegis* installés sur des navires de guerre américains qui renforcent la mobilité, donc la souplesse du nouveau dispositif anti-missiles et le rendent particulièrement redoutable. Cette orientation « anti-russe » du bouclier apparaît clairement dans la nouvelle carte de l'encerclement insérée dans la seconde édition de mon ouvrage. Le plus troublant est que d'autres implantations des éléments avancés du système ABM étaient possibles, tout en étant plus efficaces dans leur fonction théorique (structurée contre l'axe du mal) et, en définitive, moins menaçantes pour la Russie. Mais, sans doute, cette alternative laissait-elle un *droit de regard* russe – inadmissible pour Washington – dans le fonctionnement du bouclier. Dans sa version actuelle, le positionnement des unités de l'ABM me laisse songeur, tout comme il laisse perplexes les responsables russes. A juste titre.

Dans le meilleur des cas, il faudrait que les missiles iraniens fassent un incroyable détour pour venir s'empêtrer dans les mailles du bouclier otanien. Scénario absolument surréaliste, si ce n'est absurde.

- TB : Quelle est la position russe face aux « révolutions » arabes ? Sont-elles perçues comme une opportunité ou comme une menace pour les intérêts nationaux de la Russie ?

- JG : Dans la vision stratégique russe et sa perception des menaces, il s'agit de distinguer 2 termes.

A court terme, les crises arabes se traduisent incontestablement par un *déclin* de l'influence russe. A cet égard, la Syrie, qui possède une base russe, est le dernier « bastion » de Moscou dans la région. Pour cette dernière, la Syrie joue un rôle régional vital en tant que *verrou sécuritaire*. Le rôle de l'Etat syrien semble d'autant plus décisif qu'il permet de contenir les tensions frontalières dans une zone potentiellement explosive et, surtout, touchant les intérêts russes. La Russie estime avoir déjà trop reculé sur l'Echiquier arabe, et elle ne laissera pas se dérouler un second « scénario libyen », où le Conseil de sécurité de l'ONU a été instrumentalisé pour autoriser une intervention militaire, via l'OTAN. Dans le prisme russe, l'épisode libyen reflète une lecture à *deux vitesses* des lois internationales auto-légitimée par l'actuelle gouvernance. De même, dans le cas syrien, l'idée d'instaurer

des « couloirs humanitaires » est vue avec suspicion par Moscou, qui craint leur utilisation à des fins militaires dans une étape ultérieure - à l'instar de scénarios préalablement expérimentés avec succès dans le cadre d'autres situations conflictuelles, notamment à la fin des années 90 dans les Balkans et, aujourd'hui, au Moyen-Orient (en Libye). Moscou condamne aussi une lecture des droits de l'homme à géométrie variable. Elle condamne, surtout, l'ingérence étrangère au nom de la Démocratie, devenue *l'idéologie* informelle et implicite de la gouvernance mondiale néo-libérale, avide de répandre ses nobles valeurs - en dépit d'énormes et irréversibles dégâts « collatéraux ».

A long terme, Moscou redoute une « contagion révolutionnaire » risquant de *déstabiliser* son ancien espace impérial considérablement fragilisé, à son grand Sud, par l'avancée américaine et la montée des crises identitaires attisées par le retour du « religieux ». Elle craint, en particulier, une relance des mouvements nationalistes d'inspiration religieuse et, dans le même temps, l'intensification du terrorisme lié à la « menace islamique » - c'est-à-dire l'Islam *radical*, selon la terminologie des dirigeants russes. A cet égard, on soulignera que l'Asie centrale (en périphérie post-soviétique), le Caucase et l'Oural (en Russie) sont devenus de véritables *poudrières ethno-religieuses*. Pour rappel, on précisera que les musulmans représentent 14 % de la population russe (soit 20 millions d'individus) et cela incite Moscou à penser que des manipulations extérieures, en vue de courtiser cette couche sensible et fragilisée de la population, sont possibles. La Russie a le sentiment de ne pas être écoutée, et, encore moins, comprise par un Occident trop souvent donneur de leçons. Par son attitude naïve et irresponsable, ce dernier ne fait qu'attiser les revendications extrémistes et, par ce biais, affaiblir le Pouvoir central russe. Mais, peut-être, n'est-ce pas là qu'une pure « maladresse » ? Et peut-être, en définitive, une stratégie *consciente*, donc programmée - une stratégie qui ne dit pas son nom. A l'instar de ce qui s'est passé sous la Guerre froide.

Moscou garde en mémoire le scénario troublant des révolutions dites « de couleur » qui ont précipité, dans les années 2000, son recul dans son Etranger proche. Moscou se souvient, aussi, de l'insidieuse stratégie mise en œuvre par Brzezinski (5) pour « accélérer » de telles évolutions, comme elle se souvient de l'action décisive de ce dernier, en pleine Guerre froide, dans l'élaboration d'une ligne « anti-russe » patiemment poursuivie depuis - sous des formes certes politiquement correctes, avec l'arrivée d'Obama. A l'époque, Brzezinski n'a pas hésité à instrumentaliser le *facteur religieux* - ce qu'il a appelé, un temps, les « excités islamistes » - pour déstabiliser le pouvoir russe à sa périphérie et l'enliser dans des conflits économiquement ruineux, qui ont précipité la fin de l'URSS. Aujourd'hui, Moscou redoute l'émergence de nouveaux *conflits périphériques*, davantage régionalisés et « stimulés » de l'étranger, dans la partie de l'espace post-soviétique qui lui est restée « fidèle ». Dans ce cadre, et avec une certaine légitimité, on peut s'interroger sur la *spontanéité* des évolutions arabes actuelles, dont l'impact sera déterminant pour le cheminement politique futur de la société russe - donc, pour les équilibres intra-eurasiens et la stabilité du monde. En toute logique.

Dans ce contexte délicat, Moscou est sur la défensive et surtout, redoute le pire - après les « révolutions » arabes. Désormais, la Syrie concentre ses peurs.

- TB : Et les élections présidentielles russes approchent. Cela rend particulièrement nerveuse la direction actuelle du pays...

- JG : Oui, Moscou redoute une *ingérence politique* occidentale, principalement américaine, via les ONG sous son contrôle et chargées, en théorie, de « veiller » à la bonne marche des

procédures électorales. Cette forme atténuée de « paranoïa politique » peut se comprendre et, même, se justifier.

Lors des récentes législatives russes de décembre 2011, la contestation anti-Poutine a été, en effet, catalysée par le rôle d'ONG russes sous influence étrangère (via leur source de financement), comme GOLOS (6) (« Voix ») – symbole emblématique du nouveau *mode* « d'influence » américain post-Guerre froide. Peu avant les élections, cette ingérence a été parfaitement anticipée par Vladimir Poutine qui a fustigé, au cours d'un congrès de Russie unie, le 27 novembre 2011, le financement d'ONG russes par des puissances étrangères ayant pour but « *d'influencer le cours de la campagne électorale dans notre pays* » (7). L'administration américaine n'hésite plus, désormais, à s'ingérer de manière très « directe » dans les affaires intérieures russes, par l'intermédiaire de ses *organisations-relais* chargées de répandre les « bonnes manières » démocratiques – c'est-à-dire, les valeurs issues de la *mondialisation néo-libérale* triomphante depuis le début des années 80. Et cela ne choque même plus.

Cette ingérence est démontrée par l'initiative provocante de Michael McFaul, nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Fédération de Russie. Le 17 janvier 2012, peu de temps avant la nouvelle mobilisation anti-Poutine du 4 février, McFaul a invité plusieurs leaders de l'opposition à V. Poutine pour les écouter mais aussi, surtout, distiller quelques précieux « conseils ». Etrange et hétéroclite coalition caractérisée d'abord par l'absence totale d'unité, ensuite par l'association des extrêmes (gauche communiste et droite fascisante) et enfin, par l'absence de programme politique alternatif à celui du pouvoir. Parmi ces honorables « invités », on remarquera principalement : Boris Nemtsov, leader de « Solidarnost » et du « Parnas » (Parti de la liberté du peuple), Serguei Mitrokhine, leader du Parti libéral IABLOKO et Lilia Chibanova, responsable de l'ONG GOLOS chargée du monitoring des élections et financée par NED !. De manière globale, on notera le rôle *politique* et l'influence quasi-structurelle d'institutions liées à l'administration américaine (USAID, NED)(8) dans la structuration des velléités démocratiques des peuples – comme un *droit de regard* de l'hyper-puissance américaine sur le reste du monde, au nom de sa légitimité post-Guerre froide issue de sa victoire finale contre le communisme. Et cela, dans la continuité du *monde unipolaire*, nourri par son néo-impérialisme latent.

Le plus inquiétant est que, de manière très officielle, l'administration américaine a prévu de renforcer son *aide* aux ONG chargées de contrôler la transparence et la légalité des élections présidentielles russes du 4 mars 2012 (9). Comme si, au nom d'une mission « manifeste » confiée par l'histoire, l'Amérique s'était auto-attribuée un *devoir moral* d'ingérence transnational, émancipé des lois internationales et lui permettant d'agir selon ses seuls intérêts, en toute impunité. Cela a conduit V. Poutine à suspecter – avec raison – de futures manipulations américaines visant à le déstabiliser, dans la mesure où Washington ne souhaite pas son élection et mettra tout en œuvre pour s'y opposer. Car tous les coups sont permis sur le Grand échiquier. Tendanciellement, en tant que levier de *l'axe eurasien* contestant l'hégémonie américaine et aspirant – avec la Chine – à la multipolarité mondiale, la Russie de Poutine représente en effet une menace « soft » pour cette dernière, fondamentalement opposée à ses objectifs de long terme en Eurasie.

Dans le prisme russe, cette opposition serait encore plus forte dans l'hypothèse d'un retour des républicains américains au pouvoir, fin 2012 – qui perçoivent la Russie comme un redoutable *contre-pouvoir*, structurellement hostile. Mitt Romney, le candidat à la présidence américaine, vient d'ailleurs de reconnaître que la Russie restait l'ennemi géopolitique *numéro un* des Etats-Unis. Mauvais cauchemar pour Moscou.

- TB : Le 4 mars 2012 pourrait-il précipiter, ce que certains appellent - et espèrent - un « Printemps » russe ?

- JG : L'idée d'un Printemps russe est *idéologiquement* connotée et présuppose, de manière implicite, l'existence d'une dictature sanguinaire - en référence à celle de Kadhafi - dans le prolongement du totalitarisme stalinien. Au regard du fonctionnement concret du système politique russe, cette hypothèse est totalement invalidée et révèle, plutôt, une aberration intellectuelle. A moins d'être parfaitement conditionné par l'idéologie de la *pensée unique*, imposée par la gouvernance néo-libérale et relayée par les médias occidentaux - ou, d'être totalement aveuglé par le soleil arabe...

Certes, la Russie ne correspond pas aux *normes démocratiques* de l'Occident. Mais on fera remarquer que les monarchies pétrolières du Golfe, très liées aux Etats-Unis, le sont encore moins et montrent, pourtant, une étonnante stabilité - tout en bénéficiant d'une forte « respectabilité » diplomatique. Le fait même que les dirigeants du Qatar et d'Arabie saoudite, avec le soutien turc, aient demandé une intervention armée étrangère en Syrie (10) laissera perplexe tout observateur impartial et, au moins, incitera tout citoyen critique et attaché aux « valeurs démocratiques » à une profonde réflexion... Quoi qu'on en dise, il existe une forme de *représentation* politique et d'expression pluraliste en Russie et on peut y manifester allègrement, avec des slogans anti-gouvernementaux, sans être jetés dans la Seine, comme en France, ou matraqués par des policiers zélés, comme aux Etats-Unis et comme, il y a peu, en Grèce - au nom de la rigueur financière et de l'orthodoxie néo-libérale, guidée par la rationalité du marché. On n'y est pas encore en Russie, « malgré » Poutine - et, sans doute, selon moi, grâce à lui.

La situation russe est plus complexe et doit être appréhendée avec plus d'intelligibilité dans sa lecture structurelle. On ne peut, en effet, lui appliquer un *modèle* politique préfabriqué et répondant, avant tout, aux intérêts de grandes puissances formant une véritable « élite » internationale. Dans un autre contexte, celui de la transition post-communiste du début des années 90, on a vu l'application désastreuse du modèle du *Consensus de Washington* et de son idéologie anti-étatique, provoquant un brutal recul économique et social de la Russie - sanctionnée, notamment, par une décroissance (croissance négative) entre 1994 et 1998. Jacques Sapir l'a parfaitement montré dans son livre de 1996, *Le Chaos russe*. En fait, contrairement à la position critique et idéologiquement douteuse d'Edouard Limonov, leader du mouvement d'opposition *L'Autre Russie*, le modèle russe me semble tout simplement adapté à un contexte spatio-temporel particulier, structuré par son histoire idéologique et sociale. Je préfère parler de *Démocratie orientée*, adaptée aux contraintes multidimensionnelles d'un Etat-continent pluriethnique menacé par des forces centrifuges et permettant une relative stabilité unitaire de la société russe. Pour comprendre la Russie renaissante du XXI^e siècle, il faut d'abord comprendre son passé tourmenté, parfois douloureux, mais exceptionnel et oh combien attachant. Il faut la « lire » de l'intérieur, sans les traditionnels *a priori* politiques et culturels des observateurs occidentaux - une sorte de *prisme idéologique* déformant. Car, comme l'a souligné le journaliste-écrivain Jean-Marie Chauvier, spécialiste incontournable sur cette question, la Russie reste un monde « à part ».

Encouragée par la vague « révolutionnaire » du Printemps arabe, la configuration géopolitique actuelle jette donc les bases d'une *Guerre tiède* (11), au cœur de l'Echiquier eurasiatique. En tant que forme *atténuée* de la Guerre froide grevant l'ancien espace communiste, cette guerre d'un nouveau type est centrée sur le contrôle des Etats présentant un intérêt stratégique sur les plans politique et économique (surtout énergétique) - ce que Brzezinski, dans son livre, *Le Grand échiquier*, appelle les « pivots

géopolitiques ». La dimension *stratégique* de ces Etats « pivots » s'expliquerait par leur capacité à être utilisés par l'administration américaine comme *levier* d'influence et de pression sur les Etats situés dans leur périphérie régionale, c'est-à-dire en zone post-soviétique. Autrement dit, leur poids géopolitique tient davantage à leur puissance *potentielle* (et non réelle) – donc, à leur influence extérieure virtuelle – liée à leur situation géographique sensible, à leur capacité de nuisance et à leur position au croisement de routes stratégiques. En définitive, ces Etats sont des pièces maîtresses dans la stratégie eurasienne de l'administration américaine conduite sur le long terme à l'échelle de l'ancienne zone de domination soviétique et, dans cette optique, ils sont structurellement *manipulés*.

Aujourd'hui, sous la bienveillance occidentale, toutes les conditions semblent réunies pour une remise en cause de l'ordre politique russe et, plus précisément, du « système Poutine ». Toutefois, même éblouie par le soleil radieux de la démocratie américaine, une hirondelle arabe ne fera pas le Printemps russe. Aux yeux de Vladimir Poutine, l'arrivée précoce d'un *Printemps islamiste*, potentiellement déstabilisateur pour l'unité et la viabilité de l'ancien Empire apparaît, désormais, comme la *principale* menace – pour la Russie, l'Eurasie, et donc aussi, sans doute, pour le monde. Nourrie par les instabilités arabes, cette menace s'accroîtra après les présidentielles russes. Forcément.

Entre les principaux acteurs géostratégiques de l'Eurasie, la partie d'échecs continue donc – via les « révolutions » arabes. Et après ?

Voir également la vidéo : « La Russie, 20 ans après ? »
http://www.gabrielperi.fr/spip.php?id_document=886&page=video

(1) (*Ajout du 7 mars*). Les résultats officiels et définitifs du scrutin annoncés par la Commission électorale centrale de Russie sont les suivants : le candidat du parti Russie unie Vladimir Poutine a remporté la présidentielle du 4 mars avec 63,6% des suffrages. Le leader du Parti communiste, Guennadi Ziouganov, se classe deuxième avec 17,18% des voix. Arrivent ensuite le candidat indépendant Mikhaïl Prokhorov (7,98%), le leader du Parti libéral-démocrate Vladimir Jirinovski (6,22%) et le social-démocrate Sergueï Mironov (3,85%).

2) ABM : Anti-Ballistic Missile.

3) <http://fr.rian.ru/defense/20120215/193375417.html> : « La Russie utilisera l'arme nucléaire si son intégrité est menacée », 15/02/2012 – RIA Novosti.

4) <http://fr.rian.ru/world/20120203/193244359.html> : « Le bouclier anti-missiles américain vise la Russie, selon Poutine », 3/02/2012 – RIA Novosti.

5) Brzezinski, lui-même, préfère parler d' « évolutions » pour exprimer le fait que les révolutions ayant précipité la fin du communisme dans l'ancienne zone de domination soviétique ont été influencées, voire *planifiées*, par sa stratégie. De ce point de vue, la « chute du Mur » ne peut être considérée comme une révolution.

6) (*Ajout du 7 mars*). Par sa contestation « scientifique » des résultats électoraux, l'ONG GOLOS a été le principal *moteur* des manifestations anti-système lors des législatives et présidentielles russes. GOLOS vient d'ailleurs d'évaluer (sur quelles bases ?) à environ 15%

le taux de fraudes électorales accompagnant le succès de V. Poutine. Or, ce taux n'est pas politiquement neutre et le calcul est vite fait : sans ces « 15% de fraudes », Poutine aurait eu moins de 50% des voix lors du premier tour et donc, aurait dû passer par un second tour, aux résultats plus incertains ! On devine, ici, une démarche insidieuse visant à *dé légitimer* l'élection de Poutine accusé, dans ce scénario, d'avoir fraudé pour éviter un second tour. Implacable logique.

7) http://www.lepoint.fr/monde/la-mise-en-garde-de-poutine-a-l-occident-27-11-2011-1400983_24.php : « La mise en garde de Poutine à l'Occident », AFP, 27/11/2011 - Le Point.fr.

8) NED : National Endowment for Democracy; USAID : United States Agency for International Development.

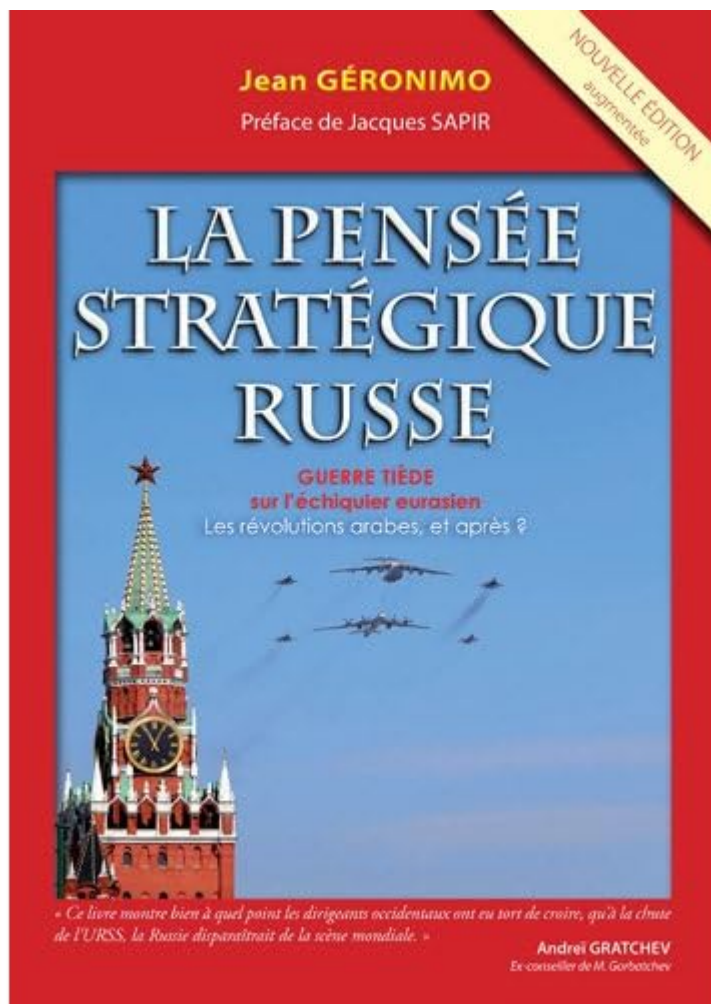
9) Inversement, on pourrait imaginer une stratégie russe de « supervision » des futures élections américaines - pour influencer les processus politiques internes - via le financement ciblé des ONG « stratégiques ». Mais, dans ce cas, quelle serait la réaction de Washington ?

10) L'émir du Qatar, le cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, a ainsi affirmé : « Face à une telle situation, et pour arrêter l'effusion de sang, il faudrait envoyer des troupes (...) ». http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2012/01/15/l-emir-du-qatar-se-dit-favorable-a-l-envoi-d-une-force-arabe-en-syrie_1629863_3218.html : « L'émir du Qatar est favorable à l'envoi d'une force arabe en Syrie », 15/01/2012 - Lemonde.fr.

11) Le concept de *Guerre tiède* est défini dans le post-scriptum de mon nouvel ouvrage.

Jean Géronimo est expert des questions économiques et stratégiques russes. Il est l'auteur de « [La pensée stratégique russe, Guerre tiède sur l'échiquier eurasién](#) », sortie le 28 mars 2012.

« Ce livre montre à quel point les dirigeants occidentaux ont eu tort de croire qu'à la chute de l'URSS, la Russie disparaîtrait de la scène mondiale. » Andreï Gratchev, Ancien porte-parole et conseiller du président Gorbatchev



« Même éblouie par le soleil radieux de la démocratie américaine, une hirondelle arabe ne fera pas le Printemps russe. » Jean Géronimo

Éditeur : [SIGEST](#) Collection : Vie Politique ; paru le [29/03/2012](#) [Notice bibliographique](#)

Le livre est également disponible chez Amazon.fr :

http://www.amazon.fr/La-pens%C3%A9e-strat%C3%A9gique-russe-l%C3%A9chiquier/dp/2917329378/ref=sr_1_19?s=books&ie=UTF8&qid=1335959451&sr=1-19

La source originale de cet article est [Theatrum Belli](#)

Copyright © [Jean Géronimo](#), [Theatrum Belli](#), 2012

Articles Par : [Jean Géronimo](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca